

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/88/Add.1

3 novembre 2003

(03-5862)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

RECONDUCTION DE LA PROROGATION AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4 DE L'ACCORD SMC DE LA PÉRIODE DE TRANSITION POUR L'ÉLIMINATION DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION CONFORMÉMENT AUX PROCÉDURES ÉNONCÉES DANS LE DOCUMENT G/SCM/39

SAINTE-LUCIE

Loi n° 10 de 1999 sur les zones franches

Décision du 28 octobre 2003

Addendum

Le Comité des subventions et des mesures compensatoires (le "Comité"),

Ainsi que le lui a prescrit la quatrième Conférence ministérielle, dans sa Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (WT/MIN(01)/17, 20 novembre 2001),

Suivant les "Procédures pour les prorogations au titre de l'article 27.4 pour certains pays en développement Membres" (G/SCM/39, 20 novembre 2001) (les "Procédures"), y compris les paragraphes 1 d) et 1 e) desdites procédures,

Tenant compte de la demande et des autres renseignements notifiés présentés par la Jamaïque au Comité¹, conformément aux Procédures, pour la Loi n° 10 de 1999 sur les zones franches (le "programme"),

Rappelant qu'il a considéré, aux fins de la décision figurant dans le document G/SCM/88 prise par le Comité le 22 novembre 2002, que Sainte-Lucie était un pays en développement Membre, dont la part du commerce mondial d'exportation de marchandises ne dépassait pas 0,10 pour cent et dont le revenu national brut total pour l'année 2000, tel qu'il a été publié par la Banque mondiale, était égal ou inférieur à 20 milliards de dollars EU, et qui remplissait par ailleurs les conditions requises pour demander une prorogation conformément à l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'"Accord SMC"),

Prenant note de ce que Sainte-Lucie confirme que le programme n'a pas été modifié depuis le 1^{er} janvier 2003 de manière à être rendu plus favorable en ce qui concerne la portée, le champ d'application et l'intensité des avantages qu'il ne l'était au 1^{er} septembre 2001,

¹ Les renseignements notifiés sur la base desquels la présente décision est prise figurent dans les documents G/SCM/N/74/LCA (7 janvier 2002), G/SCM/N/71/LCA (20 mars 2002), G/SCM/N/71/LCA/Corr.1 (8 novembre 2002), G/SCM/N/99/LCA (3 juillet 2003), G/SCM/Q3/LCA/1 (8 avril 2002) à G/SCM/Q3/LCA/7 (19 août 2002).

Sur la base du réexamen des renseignements notifiés effectué par le Comité conformément aux paragraphes 1 d) et 1 e) des Procédures pour vérifier que Sainte-Lucie a respecté, pendant la période considérée par le Comité en 2003, les obligations qui lui incombent en ce qui concerne le programme au titre des dispositions relatives à la transparence et au statu quo contenues dans les paragraphes 3 et 4 des Procédures, en rapport avec le programme tel qu'il existait au 1^{er} septembre 2001,

Convient de reconduire, jusqu'au 31 décembre 2004, conformément aux Procédures, la prorogation accordée dans le document G/SCM/88 de la période de transition, au titre de l'article 27.2 b) de l'Accord SMC, pour l'élimination des subventions à l'exportation qui prennent la forme d'exonérations, en totalité ou en partie, des droits d'importation et des taxes intérieures et qui existaient dans le cadre du programme au 1^{er} septembre 2001. Toutes les modalités et conditions et autres dispositions de la décision figurant dans le document G/SCM/88 seront d'application.
